



REVENU PAYSAN ASSURÉ, TRANSITION ÉCOLOGIQUE ASSUMÉE !



Manifestation soutenue et organisée en convergence avec



Prise de parole commune du 24 Février 2024 à Champagnole

Une agriculture en Etat d'Urgence ...
Economique mais aussi Sociale et Environnementale !!!

La Confédération paysanne, le groupement des agriculteurs bio du Jura, des syndicats de salariés et des organisations citoyennes engagées dans le champ de l'environnement et de la solidarité ont décidé de manifester ensemble pour exprimer leur colère, que les annonces gouvernementales ne fait qu'accroître.

Nous revendiquons la nécessité d'une transition globale : car les dimensions économiques, sociales et écologiques sont toutes ensemble à considérer, en agriculture comme ailleurs !

Il y avait 1,4 millions de paysans et paysannes en 1986, il en reste 400 000 aujourd'hui. Dans les 10 ans à venir, la moitié des paysan.ne.s partiront à la retraite ... et le renouvellement est loin d'être assuré.

De moins en moins paysanne, l'agriculture s'enfonce ainsi dans l'ultra productivisme, l'intensification, la spécialisation ... et sert le profit toujours plus grand... du toujours plus petit nombre ... cause évidente de la précarité du revenu des paysans qui expriment désormais leur colère !

Mais avec l'accaparement des terres et des ressources, le mirage de la technologie, de la chimie, du numérique, et du bidouillage génétique...l'industrialisation poursuit son œuvre de destruction de la rémunération paysanne ... mais aussi le saccage d'une planète que le pouvoir en place entend piller jusqu'au bout au nom d'une autosuffisance alimentaire qui n'en a que le nom.

L'effondrement de la biodiversité, la pollution des sols, de l'air, de l'eau sont des évidences qui font désormais de nos décideurs de véritables écocidares .

Nous devons de toute urgence sortir de ce modèle agro-industriel mortifère et de ses logiques de concentration, spécialisation, et spéculation qui ne servent que des intérêts injustifiables. Tout ceci nécessite une réorientation des politiques publiques pour développer l'emploi agricole et rural et soutenir le redéploiement de l'agriculture paysanne et biologique.

Ces politiques doivent passer d'une logique de compétitivité, de concurrence et de néolibéralisme à des logiques de relocalisation de nos systèmes alimentaires, de protectionnisme économique et de régulation des marchés et des volumes afin de donner aux paysannes et paysans un véritable revenu juste et stable, préalable indispensable à toute évolution. Mais aussi garantir une alimentation de qualité accessible à toutes et tous.

Oui nous voulons revenir à un million de paysans ! L'urgence sociale dans les campagnes est là ! Et si nous relevons ce défi de l'installation, la nécessité de transmettre pourrait devenir une formidable opportunité pour engager enfin la transition agricole toute aussi urgente avec le défi climatique et environnemental qui s'impose à nous.

Car sobriété et relocalisation sont indispensables pour atténuer le changement climatique et accroître la résilience et la qualité de nos systèmes alimentaires locaux pour y faire face.

La transition agricole et alimentaire ne se fera qu'avec et par les paysannes et les paysans. Mais nous sommes collectivement convaincus que la solution est de traiter conjointement urgence économique, sociale et écologique, en faisant vivre le dialogue entre le monde agricole et la société civile. Le dialogue et l'échange sont les seuls moyens de construire un futur vivre ensemble. Oui nous croyons à un nouveau contrat social pour des systèmes alimentaires équitables et durables

Aujourd'hui, nous dénonçons ce qui est permis à LA GRANDE DISTRIBUTION : Carrefour, Leclerc et les autres tuent les campagnes et les petites villes, et permettent l'exploitation des travailleurs et travailleuses qui sont mis en concurrence perpétuelle, ici comme ailleurs sur la planète.

Les soutiens à l'agriculture industrielle doivent cesser. Nous revendiquons une politique ambitieuse d'accompagnement des paysan.ne.s à la transition agricole et alimentaire, en commençant par la PAC et l'enseignement agricole. Ceci afin de sortir les paysan.ne.s du piège tendu par l'agro-industrie et les politiques mises en place depuis 50 ans.

Cette évolution répondra aux enjeux de revenu paysan, de dynamique territoriale, aux droits sociaux, à la santé des populations et de l'environnement, au climat et à la biodiversité.

Au lieu de cette vision globale, le gouvernement a acté son soutien sans faille au modèle mortifère actuel, avec de nombreux amuses gueule et « paye la tournée » avec la fin du plan écophyto !

Alors, cessons de nous souhaiter bonne santé ...
Souhaitons-nous plutôt bonne chance !